



POLICE MUNICIPALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

**CONCERNANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
RUE EDOUARD BRANLY
DU 22 AU 26 MARS 2010**

*EH/CB
APM 10/0204*

Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,

Vu les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 131-13 et R.610-5 du Code Pénal,

Vu les articles R.411-8, R.411-25, R.417-10 et suivants du Code de la Route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8^{ème} partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 06 novembre 1992,

Vu la demande présentée par l'entreprise EUROVIA, sise 41 rue Ampère - 17200 ROYAN,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers de la route pendant toute la durée des travaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'entreprise EUROVIA est autorisée à effectuer des travaux (réfection complète de la zone de stationnement « caniveaux et parkings ») rue Edouard Branly dans la partie comprise entre la rue Antoine-Laurent de Lavoisier et la rue Augustin Fresnel du 22 au 26 mars 2010.

ARTICLE 2 : La circulation sera perturbée rue Edouard Branly dans la partie comprise entre la rue Antoine-Laurent de Lavoisier et la rue Augustin Fresnel du 22 au 26 mars 2010.

ARTICLE 3 : La circulation des piétons sera interdite dans l'emprise du chantier. La sécurité et la continuité du cheminement piétonnier seront assurées par l'entreprise pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 4 : Le stationnement sera interdit dans l'emprise du chantier rue Edouard Branly dans la partie comprise entre la rue Antoine-Laurent de Lavoisier et la rue Augustin Fresnel du 22 au 26 mars 2010

ARTICLE 5 : La pré-signalisation, la signalisation et la circulation conformes à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière seront assurées par l'entreprise et sous sa responsabilité pendant toute la durée des travaux, de jour comme de nuit.

ARTICLE 6 : Tout véhicule en infraction aux présentes dispositions sera poursuivi conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général Adjoint des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Principal de Police, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie et Tous Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROYAN, le 18 mars 2010

Certifié exécutoire
En vertu de l'article L.2131-3
du Code Général des Collectivités
Territoriales
le 19 mars 2010

Pour le Député-Maire,
L'Adjoint délégué,
Didier BESSON